



La socialisation à la mobilité n'est-elle qu'une question de genre ?

Julian Devaux, Nicolas Oppenheim

► To cite this version:

Julian Devaux, Nicolas Oppenheim. La socialisation à la mobilité n'est-elle qu'une question de genre? : L'exemple des adolescents de catégories populaires du rural et de Zones Urbaines Sensibles. Les Annales de la Recherche Urbaine, PUCA, 2017. <hal-01705464>

HAL Id: hal-01705464

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01705464>

Submitted on 20 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La socialisation à la mobilité n'est-elle qu'une question de genre ?

L'exemple des adolescents de catégories populaires du rural et de Zones Urbaines Sensibles.

Julian Devaux, laboratoire LVMT (Université Paris-Est, ENPC).

Nicolas Oppenchain, Université de Tours, laboratoire Citeres.

Résumé : Les pratiques et rapports des adolescents à la ville sont le plus souvent appréhendés par le seul biais du genre et des inégalités entre filles et garçons. Cet article vise, à partir d'une méthodologie mixte et d'une comparaison entre contexte rural et celui des Zones Urbaines Sensibles, à montrer que le genre n'est pas la seule variable à agir sur les processus de socialisation à la mobilité à l'adolescence. L'effet du genre sur ces processus se décline en effet différemment selon les appartenances sociales et résidentielles des adolescents.

L'adolescence est un âge central dans la construction des dispositions individuelles vis-à-vis de l'espace urbain (Devaux et Oppenchain, 2012). Durant cette période de transition entre la socialisation primaire et la socialisation secondaire (Cuin, 2011), les adolescents commencent à s'autonomiser des instances de socialisation traditionnelles que sont la famille et l'école (Galland, 2011), en particulier lors de leurs premières expérimentations du domaine public (Breviglieri, 2007). Ils acquièrent au cours de leurs mobilités des habitudes durables en termes d'usages des modes de déplacement et des lieux fréquentés, de rapports aux espaces publics et à l'anonymat urbain, mais aussi des appétences en termes de projections résidentielles futures (Devaux et Oppenchain, *ibid*). Ces effets socialisants de la mobilité sont d'autant plus opérants à cet âge que les adolescents apprennent progressivement à se déplacer sans l'accompagnement d'adultes et à se créer un « temps à soi » dans l'espace urbain qui favorise leur subjectivation (Zaffran, 2010).

Ces processus de socialisation sont largement liés à des effets de genre. De nombreux auteurs ont mis en évidence une socialisation différenciée entre filles et garçons aux pratiques de mobilité durant l'enfance et l'adolescence, et le rôle majeur que jouent à cet égard les représentations parentales (Rivière, 2012). Les pratiques urbaines des filles sont plus strictement encadrées que celles des garçons, du point de vue des lieux et des personnes qu'elles fréquentent ou encore de leurs sorties nocturnes, en raison de la « peur sexuée » qui structure les pratiques éducatives des parents (Lieber, 2008), notamment celle de l'agression des jeunes filles dès qu'elles atteignent la puberté (Rivière, *ibid*). Cet encadrement différencié repose plus largement sur l'intériorisation de représentations péjoratives de la ville et des espaces publics urbains, naturellement associés par les parents à l'insécurité. Il concerne aussi bien les pratiques des espaces publics du territoire de résidence que les mobilités plus lointaines. Dans ce deuxième cas, il se focalise très souvent sur l'usage des transports en

commun, beaucoup plus restreint du côté des filles que des garçons, tandis qu'à l'échelle locale, il repose davantage sur la volonté de certains parents de contrôler les relations amoureuses des jeunes filles (Clair, 2008).

D'autres travaux montrent que le genre n'est pas la seule variable à agir sur ces processus de socialisation à la mobilité. Le territoire de résidence joue un rôle central dans les dispositions incorporées par les adolescents (Depeau, 2008; Devaux, 2016), selon ses caractéristiques géographiques (proximité à la ville, desserte en transport en commun, équipements de loisirs...) et sa configuration socio-résidentielle (rôle des pairs, contexte plus ou moins favorable à l'autonomie des adolescents...). De même, les différences d'environnement social et familial induisent une diversité de mobilités adolescentes, variables par exemple selon la trajectoire résidentielle des parents (Goyon, 2009) ou le fonctionnement de la cellule familiale (Kaufmann et Widmer, 2005). L'appartenance sociale et résidentielle des adolescents influence ainsi aussi bien les mobilités des adolescents en dehors de leur territoire de résidence, que leur ancrage résidentiel, c'est-à-dire leurs usages du quartier, leurs pratiques de sociabilité avec les autres habitants et le rôle du quartier dans la construction de leur identité sociale (Authier, 2001). Or, si de nombreux travaux renseignent les différences d'ancrage résidentiel (Buffet, 2006) et de mobilités quotidiennes (Vandermissen, 2008) entre filles et garçons, ces résultats sont rarement croisés avec l'appartenance sociale et résidentielle des adolescents.

L'objectif de cet article est alors de mieux comprendre l'articulation entre appartenances sociales, résidentielles et de genre dans les processus de socialisation à la mobilité. En effet, la construction des identités et des rapports sociaux de sexe se décline différemment selon les milieux sociaux et résidentiels (Tissot, 2015). Prendre en compte ces trois dimensions permet d'éviter deux écueils : d'une part, une lecture trop spatialiste des rapports sociaux (Rivière et Ripoll, 2007), surestimant le rôle de certains contextes de résidence sur les différences genrées de pratiques, par exemple une invisibilité des filles dans l'espace public de résidence qui serait liée à un contexte urbain spécifique aux « cités » (Clair, *ibid*) ; d'autre part, la prééminence donnée aux rapports sociaux de classe dans la compréhension des processus de socialisation, au détriment des effets du genre et de l'espace. Au contraire, l'articulation de ces dimensions, sans attacher une plus grande importance à l'une ou l'autre, permet de rendre compte de la complexité des rapports sociaux internes à l'adolescence contemporaine, trop souvent représentée de manière homogénéisante (Pasquier, 2005). Cette approche invite en particulier à penser la différenciation interne dans les processus de socialisation des jeunes des classes populaires, entre filles et garçons, entre classes populaires stables et marginalisées (Schwartz, 1998), mais aussi en fonction de leur territoire de résidence (Siblot et *al.*, 2015).

Méthodologie

Afin de mieux comprendre l'effet du genre et des différenciations internes aux classes populaires sur la socialisation des adolescents à la mobilité, nous nous appuyons sur plusieurs terrains d'enquête situés en Île-de-France : l'exploitation statistique de l'Enquête Globale

Transports (EGT) de 2001 et 2010, menée sous l'égide du STIF¹ et de la DREIF², qui permet de décrire les déplacements des Franciliens de plus de 6 ans au cours d'une journée de semaine et le week-end ; une ethnographie localisée auprès d'une vingtaine d'adolescents franciliens résidant dans une commune rurale « périphérique »³, Bresson⁴, marquée par de faibles densités, une démographie dynamique et le poids persistant de l'agriculture et de l'artisanat ; enfin une enquête ethnographique dans une maison de quartier d'une ZUS de grande couronne et une recherche par entretiens dans huit établissements scolaires dont le bassin de recrutement est situé en partie en ZUS. Si ces terrains sont *a priori* dissemblables, leur confrontation permet de contrôler la portée des résultats de recherche tout en prêtant une attention soutenue au rôle que joue l'appartenance sociale et résidentielle des adolescents dans la construction de manières d'habiter différenciées des filles et des garçons

L'ancrage résidentiel des adolescents : effets de genre, de classe et du lieu de résidence

Les rapports de genre influencent fortement l'ancrage résidentiel des adolescents de catégories populaires. Ils se traduisent notamment par une moindre présence des filles dans l'espace public, et à l'inverse une appropriation plus fréquente de l'espace domestique. Cet effet du genre est plus lié à des variables sociales que territoriales, car il concerne aussi bien les adolescents de ZUS que du rural. Il ne doit cependant pas conduire à minorer les spécificités de chaque territoire de résidence, ainsi que la diversité d'ancrages internes aux filles et garçons de catégories populaires.

Une moindre présence des filles dans l'espace public de résidence

L'exploitation des enquêtes EGT montre que les filles de catégories populaires ont moins d'activités dans leur commune que les garçons, en particulier sans leurs parents, mais également que les filles de catégories moyennes et supérieures. Ces dernières réalisent autant d'activités dans leur commune que les garçons de catégories supérieures, en particulier lorsqu'elles habitent dans Paris *intra-muros*.

Tableau 1 : Adolescents ayant eu une activité extrascolaire dans sa commune un jour de week-end en 2010

1 Syndicat des Transports d'Île-de-France

2 Direction Régionale de l'Équipement de l'Île-de-France

3 La commune est située en dehors de l'aire urbaine parisienne, dans les confins de la Seine-et-Marne, à la frontière avec le Loiret. Elle est distante d'une vingtaine de kilomètres du centre urbain le plus proche et ne dispose pas d'accès aux transports en commun.

⁴ Les noms de lieux et de personnes ont été rendus anonymes.

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures	Total
Garçons	39,5%	33,2%	39,7%	37,6%
Filles	23,1%	28,2%	42,4%	31,8%

Lecture : 23,1% des adolescentes de catégories populaires ont réalisé une activité dans leur commune, contre 39,5% des garçons de cette catégorie

Source : EGT 2010 STIF-OMNIL-DRIEA, calcul des auteurs

Les écarts observés selon le sexe dans la réalisation d'activités dans sa commune masquent ainsi des différences entre filles et garçons beaucoup plus marquées parmi les catégories populaires que dans les autres catégories sociales. Cela se traduit également par un usage différencié de la marche à pied, avec des écarts croissants depuis dix ans, à la fois entre catégories sociales et à l'intérieur des catégories populaires : alors que l'usage de la marche pour réaliser une activité extrascolaire a augmenté chez les garçons quelle que soit leur catégorie sociale, il a fortement augmenté pour les filles de catégories supérieures, est resté stable pour celles de catégories moyennes et a beaucoup diminué parmi les filles de catégories populaires. Les garçons de catégories populaires sont les adolescents (avec ceux de catégories supérieures) qui utilisent le plus la marche pour réaliser des activités extrascolaires, alors que les filles de cette catégorie sont celles qui y ont le moins recours.

Tableau 2 : Adolescents ayant réalisé une activité extrascolaire en utilisant la marche à pied un jour de week-end en 2010.

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures	Total
Garçons	29,3%	23%	37,6%	30,5%
Filles	10,9%	18,2%	27,1%	19,3%

Lecture : 19,3% des filles ont réalisé une activité extrascolaire en marchant contre 30,5% parmi les garçons.

Source : EGT 2010 STIF-OMNIL-DRIEA, calcul des auteurs

Cet écart d'activités réalisées à proximité du domicile entre filles et garçons de catégories populaires est transversal à leur territoire de résidence. Les garçons de ZUS ont plus recours à la marche que les autres adolescents, en raison d'une forte présence dans l'espace public, liée à l'intensité des sociabilités juvéniles dans ces quartiers (Lepoutre, 2001) mais aussi à l'exiguïté du logement et à l'absence d'équipements de loisirs au domicile. Mais, à l'inverse, les filles de ZUS n'ont pas moins d'activités dans leur commune que les autres adolescentes de catégories populaires. Cette transversalité des écarts entre filles et garçons de catégories populaires quelque soit leur territoire de résidence questionne les thèses d'une ségrégation des genres dans l'espace public spécifique aux ZUS (Clair, *ibid* ; Lapeyronnie, 2008). Le contexte urbain spécifique des ZUS contribue certes à faire du quartier un espace sous contrôle, notamment celui des garçons qui stationnent dans l'espace public. La présence des filles dans l'espace public est perçue comme une atteinte à « l'ordre du genre », c'est-à-dire à l'injonction de se conformer à l'image d'une fille ne pouvant devenir un être pleinement sexualisé qu'après le mariage et devant donc faire preuve de réserve dans son comportement. Les filles doivent avoir une bonne raison pour se déplacer dans le quartier, elles ne doivent pas y

stationner ou être seules au milieu de garçons. En contrevenant à ces règles d'occupation de l'espace public, elles sont menacées d'avoir mauvaise réputation (Clair, *ibid*).

Néanmoins, l'occupation différenciée de l'espace public de résidence, avec une moindre visibilité des filles, est avant tout liée à des variables sociales et non territoriales. Deux éléments expliquent plus particulièrement la moindre présence des filles de catégories populaires dans leur quartier.

Les espaces publics ont tout d'abord toujours été des espaces sexués (Lieber, *ibid*). Ils sont socialement construits comme des espaces dangereux pour les femmes, plus vulnérables que les hommes, car elles seraient moins capables de se défendre face aux agressions. Ils s'opposent à l'espace intérieur du logement, socialement construit comme protégé et lieu de prédilection des femmes. Cette division traditionnelle des espaces structure les stratégies éducatives des parents, mais aussi les régulations informelles des adolescents eux-mêmes. On retrouve par exemple dans les territoires ruraux le contrôle exercé par les pairs sur les pratiques de l'espace public résidentiel et les relations amoureuses entre adolescents (Clair, 2012). Or, cette appropriation sexuée des espaces est renforcée parmi les adolescents de catégories populaires (Zaffran, *ibid*), les filles étant plus enclines à rester au domicile, alors que les garçons investissent plus précocement l'espace public à proximité du domicile. Le cas des adolescents de Bresson (Cf. encadré méthodologique) illustre bien cette appropriation sexuée : dès le début de l'adolescence, les garçons affichent une assez forte présence au sein des espaces publics, qu'il s'agisse de l'espace de la « rue » ou encore des quelques équipements sportifs de la commune – notamment le terrain de football municipal. En revanche, les filles se caractérisent surtout par un fort usage des espaces domestiques, en particulier de la chambre, mais aussi du jardin familial. Ces espaces sont souvent investis en compagnie des pairs, notamment du « groupe de copines ».

La seconde explication à la moindre présence des filles de catégories populaires dans l'espace public résidentiel est que l'offre d'activités de loisirs gratuites ou peu onéreuses y est plus adaptée aux garçons qu'aux filles, quelque soit leur territoire de résidence, comme le montre l'importance des *city-stade* dans la sociabilité juvénile en ZUS, ou celui du club de football local dans le rural. Les filles de catégories populaires pratiquent beaucoup moins d'activités sportives, culturelles ou associatives que les garçons, en raison d'un financement public principalement orienté vers les activités prisées par les garçons, de stéréotypes de genre conduisant les acteurs des politiques de jeunesse à naturaliser la moindre présence des filles dans les associations (Raibaud, 2014) ou du sentiment d'impuissance des professionnels de terrain pour intervenir vis-à-vis des rapports sociaux de sexe, auxquels ils ne sont ni sensibilisés ni formés (Danic, 2016).

Une diversité d'ancrage résidentiel des filles de catégories populaires

La moindre présence des filles de catégories populaires dans l'espace public ne doit pas masquer la diversité de leur ancrage résidentiel, ainsi que celui des garçons, selon leur territoire de résidence. Au-delà du genre, de nombreuses variables influencent l'ancrage

résidentiel des adolescents, en particulier la catégorie sociale et la trajectoire résidentielle de leurs parents.

En ZUS, une partie des filles rejettent leur quartier et ne fréquentent jamais l'espace public de résidence. Ces adolescentes reprennent deux stratégies classiques d'autoprotection symbolique des habitants de quartiers ségrégués stigmatisés (Wacquant, 2011) : d'une part, la distanciation mutuelle et l'élaboration de micro-différences avec les autres habitants ; d'autre part, le dénigrement latéral qui consiste à reprendre à son compte les représentations stigmatisantes issues de l'extérieur pour les appliquer à une partie des habitants. Elles se désolidarisent des autres jeunes de leur ville, notamment ceux qu'elles nomment « racailles ». Elles minimisent leur présence dans l'espace public de résidence, en raison de la peur d'agressions physiques ou verbales et du poids des rumeurs. Leur réseau amical dans le quartier se limite à une amitié forte avec une ou deux personnes. Elles passent beaucoup de temps au domicile de leurs amis, et privilégient également la fréquentation dans leur quartier de lieux fermés qu'elles savent surveillés par des adultes, comme les bibliothèques. Elles fréquentent aussi des lieux en plein air, lorsqu'elles sont certaines de ne pas y croiser des jeunes du quartier.

A l'inverse, certaines filles de ZUS se caractérisent par une forte identité territoriale. Le rôle déterminant du quartier dans la définition de soi de certains adolescents ne concerne ainsi pas que les garçons. L'ancrage résidentiel de ces filles de ZUS fortement attachées à leur quartier prend néanmoins différentes formes, étroitement liées à leur positionnement vis-à-vis des stéréotypes de genre (Oppenchain, 2016). Une partie d'entre elles trouve leur place dans l'espace public de résidence grâce à leur ancrage familial et à l'entretien d'une réputation de fille « sérieuse ». De nombreux membres de leur famille résident dans leur commune, les parents leur laissent une grande liberté de déplacements dans l'espace local, où elles possèdent la majorité de leur réseau amical, constitué exclusivement de filles. Ces adolescentes sont cependant moins visibles que les garçons dans l'espace public, elles évitent de stationner trop longtemps dans le quartier, si ce n'est dans des endroits qui ne sont fréquentés que par des filles de leur âge. À l'inverse, elles ne fréquentent pas les lieux qui sont appropriés par les garçons, notamment en soirée. Une fois la nuit tombée, lorsqu'elles ne sont pas chez elles, elles restent dans les escaliers ou le porche de leur bâtiment, à portée de vue de leurs parents.

« Je me vois pas rester avec une foule de garçons autour de nous. Bon, y a quand même des lieux où on peut aller, on s'éloigne un petit peu, on n'est pas obligées d'être à côté des garçons. On aime bien aller vers le stade parce que là-bas on est à l'aise, y a personne et on peut parler comme on veut, on peut faire ce qu'on veut, on est à l'aise [...] Après, vers vingt heures, il est hors de question d'aller dans ma cité, c'est hors de question. C'est pas que c'est dangereux, mais voilà, ça ferait un peu mauvaise réputation. On va dire que les gens là-bas, ils sont pas comme... Ils sont normaux, ils sont gentils, y a pas de problème par rapport à ça, c'est juste que voilà, leur attitude, tout ça... J'ai toujours appris qu'il fallait éviter, mais je passe normal, y a pas de problème par rapport à ça, c'est pas ça le problème, mais c'est juste que je fais attention » (Lycéenne de ZUS, 17 ans).

D'autres adolescentes de ZUS trouvent leur place de manière différente dans leur quartier. Elles adoptent les principaux codes de comportement des garçons qui stationnent dans l'espace public sans pour autant sacrifier leur féminité. Elles jaugent les autres filles qui sont présentes dans ces espaces, elles ne baissent pas les yeux lorsqu'elles croisent un groupe qu'elles ne connaissent pas et elles affichent leur détermination à ne pas se laisser faire en cas de provocation, en haussant le ton et en montrant qu'elles n'ont pas peur de se battre. Il leur arrive également de provoquer d'autres filles. La reprise de ces codes de comportement s'effectue plus fréquemment à l'extérieur du quartier, car elle est plus difficile à mettre en œuvre dans un espace local dominé par des garçons plus âgés. Ces adolescentes aiment passer du temps dans leur quartier, dont elles apprécient l'ambiance. Elles stationnent fréquemment dans des lieux fréquentés par des garçons. Si elles ne sont amies qu'avec quelques filles, elles développent également des liens amicaux ou amoureux avec des garçons plus âgés du quartier.

« Avant, j'étais calme, on va dire, c'est pas que j'étais bolos, parce que j'allais parler quand même, j'avais un fort caractère et fallait pas me chercher. Mais là, même si tu me cherches pas, ben tu me trouves. Je suis toujours sur la défensive, je suis dure. Aux Beaudottes, je parle pas aux filles. Là-bas, les filles elles me regardent et je les regarde aussi. Comme on est sur un chemin opposé, tant qu'elle est pas derrière moi, je continue à la regarder. Mais elles font ça avec tout le monde, tout le monde fait ça avec tout le monde, donc c'est pas grave. Bon y a juste les bolos, eux, ils regardent par terre généralement » (Lycéenne de ZUS, 17 ans)

On retrouve cette diversité d'ancrages résidentiels parmi les filles de catégories populaires résidant en contexte rural. Une majeure partie d'entre elles, à l'instar des filles de ZUS, ont un faible usage, surtout fonctionnel, des espaces publics. Elles se représentent ces espaces comme étant essentiellement dévolus aux garçons de la commune et particulièrement inadaptés à leurs besoins. Elles ont en retour un usage intense des espaces domestiques durant leur temps libre. Elles critiquent le manque d'équipements dédiés aux filles dans la commune, quand les garçons disposent de « leur » terrain de foot, et reprennent à bon compte le fameux « ennui » du jeune en milieu rural. En réalité, pour une partie d'entre elles, qui disposent d'un réseau relationnel local important et parviennent ainsi à multiplier les pratiques de sociabilité domestiques entre « groupes de copines », le rapport à leur territoire de résidence apparaît quelque peu ambivalent, entre ressources (sociales) et contraintes (spatiales). À l'inverse, d'autres adolescentes, le plus souvent récemment installées dans la commune, ont des représentations particulièrement péjoratives des territoires ruraux, synonymes d'isolement à la fois spatial et social. S'ajoute, pour une partie d'entre elles, notamment celles issues de catégories populaires « établies », l'effet des stratégies éducatives parentales qui ont tendance à limiter davantage encore leurs pratiques locales : aux habituelles mises en garde contre les dangers des espaces publics s'ajoute la transmission de représentations particulièrement négatives de l'usage de la « rue » des jeunes, naturellement associé à la déviance (Vulbeau, 2014). Cette transmission passe en particulier par la dénonciation de la frange de la jeunesse locale qui « traîne ».

Toutefois, une partie des adolescentes résidant en milieu rural se caractérise par un assez fort ancrage résidentiel. Issues de familles populaires « marginalisées », elles connaissent, à

l'instar des garçons, une assez grande liberté dans leurs sorties et ont un usage relativement intense des espaces publics. Si, au cours de la préadolescence (11- 12 ans), elles ont tendance à s'insérer dans certains groupes de garçons de la commune, dans la continuité des relations nouées dans les associations locales, ces pratiques deviennent par la suite essentiellement féminines. En opposition à la forte mobilité locale des garçons, symbolisée par les virées en scooter réalisées en groupe dans les rues de la commune, les adolescentes se cantonnent alors essentiellement à des pratiques de stationnement en groupe dans les espaces centraux de la commune de résidence – la place de l'église, devant l'école – dans le cadre desquelles les usages numériques (partage du mobile, écoute de musique...) occupent une place centrale.

« De toute façon, ici, on a plutôt tendance à rester entre filles et les garçons vont de leur côté. Ça veut pas dire qu'on ne se parle pas mais les garçons vont plutôt bouger vers le terrain de foot ou alors ils traînent en vélo, par là-bas [ndrl : en désignant une rue qui mène à la sortie du village]. Nous la plupart du temps, quand on sort avec Cassandra et Margaux, c'est pas pour aller très loin, on va se poser sur la place, juste devant l'église ou alors on va s'asseoir sur le banc devant l'école. On reste dans la rue principale quoi. On discute entre nous, ou alors tout simplement on est avec nos portables, on écoute de la musique, mais on va jamais plus loin. Des fois même, on reste devant chez moi, assises sur l'escalier, c'est juste histoire de sortir quoi »
(Collégienne du rural, 14 ans).

Une domination plus sociale que genrée dans les territoires populaires ?

Les garçons de catégories populaires sont plus présents dans l'espace public de résidence que les filles de cette catégorie, mais une partie d'entre elles investissent également certains lieux de leur territoire de résidence. Dans les territoires peuplés majoritairement de catégories populaires, en ZUS ou en rural, les différences d'investissement de l'espace public reposent autant sur des logiques de différenciation sociale que de genre. Ces deux logiques sont de fait intimement liées dans nos terrains de recherche. La forte présence de garçons de catégories populaires dans l'espace public entraîne un virilisme exacerbé de ces derniers et un contrôle des filles, mais aussi des garçons, autorisés à investir l'espace public sans être importunés. En contexte rural, une partie des filles de catégories populaires est par exemple beaucoup plus visible que les garçons issus des catégories supérieures et moyennes, généralement absents de l'espace local et qui préfèrent investir des lieux et des sociabilités extérieurs à leur commune. De même, nous avons vu qu'en ZUS certaines filles légitiment leur place dans l'espace public grâce à leur ancrage familial (elles sont généralement issues des catégories populaires intégrées) ou en reprenant en partie les codes de comportement des garçons (plutôt issues de catégories populaires fragilisées). Ces différenciations sociales expliquent également en partie les divers ancrages résidentiels des garçons de ZUS : une partie d'entre eux, issus généralement des catégories populaires fragilisées, passent la majorité de leur temps libre dans l'espace public de résidence, où ils fréquentent des jeunes plus âgés, et se distinguent par une très forte identité territoriale ; d'autres, le plus souvent issus des catégories populaires intégrées, se caractérisent par leur forte inscription dans le tissu associatif local, avec un réseau amical centré sur des garçons de leur âge et un rôle moins important du quartier dans leur construction identitaire ; enfin, une partie importante témoigne d'une lassitude croissante

vis-à-vis des conséquences négatives de la ségrégation résidentielle, en particulier de l'absence de mixité et du contrôle social qui rend difficile la construction de relations intimes. Ces adolescents passent désormais la plus grande partie de leur temps libre en dehors de leur quartier. Leurs expériences de mobilité, et la confrontation réussie avec des citoyens d'un autre milieu social et résidentiel, alimentent leur moindre investissement de l'espace public résidentiel. Ce dernier exemple montre la nécessité d'articuler ancrage résidentiel et pratiques de mobilité des adolescents afin de comprendre comment le genre, l'appartenance sociale et résidentielle induisent des manières d'habiter différenciées.

Des pratiques de mobilité fortement genrées mais différentes selon les milieux sociaux et résidentiels

Un moindre accompagnement des filles de catégories populaires

Les rapports de genre influencent fortement les pratiques de mobilité des adolescents en dehors de leur commune. Ils se traduisent notamment par un nombre plus faible de sorties en soirée des filles et un accompagnement plus important par les parents, notamment en voiture. Ces écarts de pratiques entre filles et garçons sont restés stables ces dix dernières années (Oppenheim et *al.*, 2016), mais cette stabilité masque des évolutions très différentes selon la classe sociale des adolescents : c'est parmi les catégories populaires que les écarts de pratiques entre les filles et les garçons sont les plus prononcés, beaucoup plus aujourd'hui qu'il y a dix ans.

Cette évolution s'explique principalement par un contrôle différencié des mobilités selon le sexe, mais avec des possibilités différentes d'accompagnement selon les milieux sociaux. Les pratiques de mobilité adolescentes sont encadrées différemment en fonction du genre (Rivière, *ibid*). Si les filles ont plus d'autonomie que les garçons à l'enfance, à partir de la puberté, leur vulnérabilité supposée au sein des espaces publics urbains conduit à un encadrement plus strict de leurs déplacements du point de vue de l'habillement, de l'heure de sortie ou des lieux fréquentés. En retour, ces normes sont intériorisées par les adolescentes et contribuent à forger une expérience spécifique des espaces publics, faite d'ajustements à l'autre sexe et d'anticipations des situations menaçantes. Elles apprennent à éviter certains lieux jugés trop dangereux ou à favoriser les pratiques de mobilité en groupes.

Cet encadrement genré des pratiques de mobilité est transversal aux différents territoires (Rivière, *ibid*). En ZUS, une partie des adolescents évolue dans un milieu familial encadrant très fortement les déplacements en dehors du quartier, en raison de craintes d'agressions. Ces craintes, qui se focalisent en grande partie sur les trajets en transports en commun, concernent en proportion beaucoup plus les filles que les garçons. Elles ne diminuent pas avec la montée en âge, et sont parfois renforcées par une volonté de contrôle des relations amoureuses (Buffet, 2006). C'est le plus souvent la mère de ces adolescents qui est porteuse de ces craintes, qui se transforment parfois en véritable phobie. Celle-ci interdit à ses enfants d'emprunter les transports en commun ou de se déplacer en dehors de la commune lorsqu'ils ne sont pas accompagnés par un membre de la famille plus âgé. En contexte rural,

les parents d'origine populaire, notamment parmi ceux qui ont toujours vécu en campagne, encadrent aussi plus fortement les filles que les garçons dans leurs mobilités, notamment celles réalisées en milieu urbain. Cet encadrement différencié repose sur des représentations particulièrement péjoratives de la ville et des espaces publics urbains, naturellement associés à l'insécurité.

Le nombre d'activités réalisées par ces adolescents, en ZUS comme en rural, dépend alors très fortement de la disponibilité de leurs parents pour les accompagner, notamment en voiture. Or, alors que dans les autres catégories sociales, les filles sont plus accompagnées que les garçons pour réaliser des activités extrascolaires, elles ne le sont pas parmi les catégories populaires.

Tableau 3 : Adolescents ayant été accompagnés pour réaliser une activité extrascolaire un jour de week-end en 2010

	Catégories populaires	Catégories moyennes	Catégories supérieures	Total
Garçons	28,3%	28,7%	47,1%	35,7%
Filles	21,6%	40,2%	54,1%	40,1%

Lecture : 40,1% des adolescents franciliens ont été accompagnés par leurs parents pour réaliser une activité extrascolaire.

Source : EGT 2010 STIF-OMNIL-DRIEA, calcul des auteurs

La stabilité en dix ans du nombre d'adolescents accompagnés masque ainsi la baisse de l'accompagnement chez les catégories populaires, sous l'effet notamment de l'augmentation des familles monoparentales. Cette baisse est plus forte chez les filles : 37 % avaient réalisé une activité extrascolaire en étant accompagnées en 2001, 22 % dix ans plus tard. Sur la même période, le nombre de filles de catégories moyennes accompagnées est resté stable, celui des filles de catégories supérieures a fortement augmenté.

Cette influence de l'origine sociale sur l'accompagnement différencié des filles et des garçons s'explique en grande partie par la moindre disponibilité en argent, en voiture et en temps des parents de catégories populaires. Ceux-ci ont plus souvent que les autres des horaires d'emploi atypiques et ils sont plus fréquemment à la tête d'une famille monoparentale ou nombreuse. Cette moindre disponibilité est particulièrement prononcée en milieu rural où émerge la figure de la mère de famille dans la réalisation des nombreux accompagnements automobiles, souvent contraignants mais condition nécessaire de l'accès à l'offre de loisirs situés la plupart du temps en ville. Or, cet accompagnement concerne bien plus les adolescents de catégories moyennes ou supérieures. Parmi les catégories populaires rurales, les garçons sont souvent plus accompagnés que les filles, notamment pour réaliser des loisirs populaires dans les communes proches, et ils accèdent plus fréquemment aux deux-roues motorisés. Ces moyens de transport leur permettent de diversifier leurs réseaux de sociabilité et les territoires pratiqués durant le temps libre, de la commune de résidence aux villages avoisinants. Á l'inverse, si les filles de catégories populaires rurales s'appuient tout autant que leurs homologues masculins sur leurs ressources relationnelles locales et en particulier sur le groupe de copines de la commune, leurs pratiques de mobilité sont davantage

contraintes, en raison d'un moindre accès à la voiture ou aux deux-roues, et d'un réseau amical plus éclaté spatialement.

Des différences entre territoires et à l'intérieur des territoires

Ce dernier exemple montre bien l'importance de croiser l'effet du genre et de l'appartenance sociale sur les pratiques de mobilité des adolescents avec celui du territoire de résidence. Les adolescents de ZUS franciliennes, qui habitent plus fréquemment que les autres adolescents de la région dans des quartiers bien desservis en transports en commun mais qui ont conscience de vivre dans des quartiers ségrégués, grandissent dans un contexte radicalement différent de celui des adolescents de zones rurales, très éloignés des axes lourds de transports. Si les adolescentes de catégories populaires de ZUS font face à une moindre offre de loisirs à destination des filles dans leur quartier ainsi qu'aux faibles possibilités d'accompagnement de leurs parents, elles peuvent plus facilement utiliser les transports en commun. Elles se déplacent autant que les garçons de leur quartier en dehors de leur commune sans leurs parents.

Au-delà de l'influence du lieu de résidence, les pratiques de mobilité des filles de catégories populaires dépendent fortement de leur ancrage résidentiel, comme le montre l'exemple des adolescentes de ZUS caractérisées par une forte identité territoriale, et donc, nous l'avons vu, par différents positionnements vis-à-vis des stéréotypes de genre. Celles qui trouvent leur place dans le quartier grâce à leur ancrage familial se déplacent majoritairement dans des galeries marchandes situées à proximité de leur quartier, dans lesquelles elles aiment se retrouver entre amies. Elles se rendent beaucoup moins fréquemment à Paris, où elles ne recherchent ni l'anonymat urbain ni les possibilités de rencontres. Elles se déplacent occasionnellement aux Champs-Élysées, un lieu qu'elles associent au luxe et à la réussite sociale. Elles développent une perception ambivalente de ces mobilités, mêlant une fascination pour le mode de vie des Parisiens, mais également le sentiment de ne pas être à leur place dans la capitale. Elles ont l'impression de s'aventurer dans un monde étranger dont elles ne maîtrisent pas totalement les codes et où elles doivent se mettre en scène. Les déplacements à Paris sont vécus comme une expédition « dans un autre pays », d'autant plus qu'elles ne s'y sont jamais rendues plus jeunes avec leurs parents. Malgré le souci qu'elles accordent à leur allure extérieure, elles ont l'impression d'attirer l'attention des autres citadins en raison de leur origine résidentielle et sociale. À l'inverse, les filles de ZUS qui trouvent leur place dans le quartier en reprenant en partie les codes de comportement des garçons se déplacent beaucoup plus fréquemment en dehors de leur commune, le plus souvent avec quelques amies. Elles cherchent à séduire des garçons de catégories populaires et à s'amuser en transgressant certaines règles d'interaction, comme « l'inattention civile » consistant par exemple à ne pas dévisager les autres personnes (Goffman, 1973), et en se moquant du style vestimentaire de citadins qu'elles jugent ridicules. Ces provocations et ce refus de

sauvegarder la coopération interactionnelle sont d'autant plus transgressifs qu'ils contreviennent, selon ces adolescentes, aux images habituellement associées aux filles. Cette transgression prolonge en quelque sorte la manière dont elles ont trouvé leur place dans leur quartier. Elle porte la trace de leur détermination à ne pas se laisser faire et de la reprise des codes de comportement des garçons qui stationnent dans l'espace public de résidence. Cette transgression est plus ou moins ludique selon les situations. Elle débouche parfois sur des situations plus conflictuelles lorsque les adolescentes jugent qu'elles ont été provoquées ou qu'elles se sentent agressées. Les lieux fréquentés deviennent aussi régulièrement le théâtre de provocations et d'affrontements verbaux avec d'autres filles, même si la recherche de cette animation ne constitue pas l'objectif premier des déplacements. Ces adolescentes transgressent d'ailleurs moins fréquemment les normes d'interaction lorsqu'elles vieillissent et elles privilégient alors dans leurs mobilités la séduction d'autres garçons.

« Y'a toujours des petits regards entre filles en fait, y'a toujours des... voilà quoi. Un peu comme les mecs entre eux, on se regarde, on se fixe. Je la fixe parce qu'elle a commencé à me fixer. C'est elle qui commence à me fixer, je sais pas pourquoi. Mais ça part pas en embrouilles, ça fait « psit ». Ou genre elle parle, mais j'entends pas, c'est de loin. On dit bien « chien méchant qui aboie, dents en plastique ». Je fais « psit », parce qu'elle a commencé, elle me met au défi. Bien sûr, sur le moment j'ai le sang qui monte, mais après quand elle est partie c'est terminé (...) Quand je suis avec ma sœur, je suis plus calme, je fais pas attention aux gens. Alors que quand je suis avec mes copines je fais plus attention aux gens, parce que c'est elles qui me disent « regarde comment elle est, naninana... », « regarde ci, regarde ça », et après je regarde » (Lycéenne de ZUS, 17 ans).

Divers facteurs expliquent cette articulation différente entre l'ancrage résidentiel et la mobilité chez ces adolescentes de ZUS caractérisées par une forte identité territoriale, notamment l'origine sociale, l'accessibilité au centre de l'agglomération, mais également les dispositions vis-à-vis de la mobilité héritées dans la sphère familiale, la trajectoire résidentielle ou scolaire (Oppenchain, *ibid*).

Les pratiques de mobilité des filles de catégories populaires résidant dans le rural sont également fortement influencées par ces facteurs, en particulier par les ressources sociales familiales, les stratégies éducatives parentales et la trajectoire scolaire. La possibilité de réaliser des mobilités en contexte urbain est fortement fonction de la disponibilité et de la bonne volonté des parents à réaliser les accompagnements automobiles nécessaires. Pour une partie de ces filles, notamment celles issues de ménages modestes ou de familles monoparentales, la moindre disponibilité de leur mère ainsi que le coût financier que représentent ces déplacements ont tendance à limiter fortement leurs pratiques urbaines durant les week-ends et les vacances. Les seules mobilités en dehors de leur territoire de résidence consistent, au cours des premiers âges de l'adolescence, le plus souvent en la fréquentation de centres commerciaux voisins en compagnie de leurs parents, quand elles parviennent plus tard à faire jouer leurs nombreuses ressources relationnelles locales (en se faisant accompagner par des ami(e)s ou un grand frère) pour réaliser des mobilités autonomes. L'école constitue à l'inverse une ressource pour ces adolescentes puisqu'une majorité parvient à réaliser des mobilités urbaines à partir de leur lieu de scolarisation en semaine, dès lors que le temps scolaire se relâche et qu'elles parviennent à composer avec les horaires du bus scolaire. Les

stationnements devant l'établissement scolaire se transforment rapidement en flâneries urbaines en compagnie des amies. Néanmoins, pour certaines adolescentes issues de catégories traditionnelles du rural (agriculteurs, artisans), ces mobilités en contexte urbain représentent une véritable épreuve en raison de l'apprentissage des règles spécifiques aux espaces publics urbains et de nouvelles compétences de mobilité qu'elles supposent, ainsi que des représentations péjoratives de la ville qu'elles ont peu à peu intériorisées :

« Moi j'avoue, la ville c'est pas fait pour moi. J'ai jamais mis les pieds dans les centres-villes de Fontainebleau ou de Nemours par exemple. Même quand j'ai une heure de libre le soir, je préfère rester en perm' alors qu'il y en a plein qui en profitent pour sortir et aller se balader. Déjà, faut aller prendre le bus de ville. Pour moi c'est impossible, j'aurais trop de mal à me repérer et à comprendre comment ça marche (rires). Puis même, quand tu vois tous les problèmes qu'il y a, il peut toujours t'arriver un problème, surtout que le bus, il passe près d'un quartier chaud. Tu sais pas à qui tu peux avoir à faire en fait alors qu'ici, au moins, tu connais tout le monde, c'est plus rassurant » (Collégienne du rural, 15 ans).

L'effet de la trajectoire scolaire se fait surtout ressentir au moment de la transition entre collège et le lycée : le choix de scolarisation pour une partie d'entre elles en seconde générale, dans des lycées de centre-ville, leur permet de multiplier au fil du temps ces pratiques de mobilités urbaines, au contraire de la poursuite en lycée professionnel, la plupart du temps dans des établissements périphériques, qui impose un repli sur le territoire de résidence.

Des difficultés différentes à trouver sa place dans le domaine public

La mobilité occupe une place fondamentale à l'adolescence, car elle est le support du passage des espaces familiaux (le domicile, le jardin, le hall d'immeuble...) à la fréquentation des espaces publics. Les adolescents apprennent peu à peu à trouver leur place dans ces espaces, où ils interagissent avec des inconnus ne partageant pas nécessairement les mêmes habitudes d'action qu'eux. Les adolescents de catégories populaires ne sont pas confrontés aux mêmes difficultés pour y trouver leur place, selon leur sexe mais aussi leur territoire de résidence.

En ZUS, ces difficultés concernent plus spécifiquement deux catégories d'adolescents. Certaines filles, issues généralement de catégories populaires fragilisées et d'une origine ethno- raciale minoritaire dans le quartier, ne se sentent pas bien dans leur environnement résidentiel, mais en sortent peu, car elles appréhendent les interactions avec les inconnus sous le registre de la méfiance. Chez les garçons, une minorité des garçons nourrissent un sentiment d'opposition entre « eux » et « nous », entre les adolescents du quartier et les autres citadins. Ce sentiment se nourrit d'une conscience aiguë de la ségrégation, d'expériences scolaires chaotiques ou du vécu de discriminations par des membres plus âgés de la famille. Mais il s'actualise aussi lorsque les adolescents se déplacent, en particulier lorsqu'ils ont l'impression que les autres personnes présentes jugent problématique leur présence dans l'espace public. Ils se sentent porteurs dans ces interactions d'un stigmat social, ethnique et d'âge. Certains d'entre eux se replient sur le quartier, lorsque ce stigmat devient trop difficile à supporter. Ils ne sortent du quartier qu'en compagnie d'un nombre de jeunes suffisamment

important pour s'appropriier l'espace des transports en commun et s'amuser sans s'exposer à la présence d'autres citoyens.

La spécificité des territoires ruraux implique des variations dans les difficultés rencontrées par les adolescents de catégories populaires à trouver leur place dans le domaine public. Une partie des garçons, en particulier ceux issus de familles modestes et dépourvues de capital d'autochtonie⁵ (Retière, 2003), apparaissent tout d'abord marginalisés sur la scène résidentielle. Les faibles densités et l'interconnaissance, propres aux contextes ruraux, combinées à un jeu de la « proximité spatiale et de la distance sociale » (Chamboredon et Lemaire, 1970), favorisent les mécanismes de stigmatisation de ces adolescents. Les ménages « établis » localement dénoncent constamment leurs usages intenses des espaces publics, jugés comme des terrains favorables à la déviance et comme rompant avec l'« ordre » résidentiel, et les renvoient symboliquement à la figure de la « racaille ». Mais, le rapport que ces adolescents entretiennent à leur territoire de résidence est plus ambivalent : s'ils subissent cette stigmatisation, leur territoire leur offre en même temps au quotidien une richesse relationnelle et de nombreuses ressources sociales qu'ils sont d'ailleurs nombreux à mobiliser pour s'insérer professionnellement à la fin de l'adolescence, en devenant par exemple apprenti chez un artisan local.

À l'inverse, les filles du rural issues de catégories populaires marginalisées ont plus tendance à développer un sentiment d'enfermement au sein de l'espace local. Disposant de moins de ressources relationnelles locales que les garçons et moins disposées aux mobilités urbaines que les autres filles de leur village, elles sont nombreuses à espérer un départ de l'espace résidentiel à la fin de l'adolescence, d'autant que le marché de l'emploi local leur est, contrairement aux garçons, particulièrement défavorable. Le choix de poursuivre des études supérieures courtes et professionnalisantes devient alors pour nombre d'entre elles le moyen de concilier leur projet de départ de l'espace local avec leur volonté de continuer à résider en contexte rural, dans un univers résidentiel dans lequel elles ont été socialisées durant l'enfance et l'adolescence.

Bibliographie

Authier J.-Y., (2001), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, coll. « Villes ».

Breviglieri M., (2007), « Ouvrir le monde en personne. Une anthropologie des adolescences », in Breviglieri et Cicchelli, *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petit pas*, op.cit., pp.19-59.

Buffet L., (2006), « De l'appropriation du quartier à la découverte de la grande ville », in Bonnet et Aubertel, *La ville aux limites de la mobilité*, Paris, Presses Universitaires de France.

⁵ C'est-à-dire d'un ensemble de ressources sociales et symboliques localisées.

- Chamboredon J.-C., Lemaire M., (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de sociologie*, n°11, pp. 3-33.
- Clair I., (2008), *Les jeunes et l'amour dans la cité*, Paris, Armand Colin.
- Clair I. (2012), « Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel », *Agora Débats/jeunesses*, n° 60.
- Cuin C.-H., (2011), « Esquisse d'une théorie sociologique de l'adolescence », *Revue européenne des sciences sociales [en ligne]*, n° 49-2. URL : <https://ress.revues.org/987>
- Danic I., (2016), « Les places des adolescents.e.s en zone urbaine sensible, entre attribution, appropriation et retrait », *Annales de la recherche urbaine*, pp. 78-89.
- Depeau S., (2008), « Radioscopie des territoires de la mobilité des enfants en milieu urbain. Comparaison entre Paris intra-muros et banlieue parisienne », *Enfances Familles Générations*, n° 8.
- Devaux J., et Oppenchaim N., (2012), « La mobilité des adolescents : une pratique socialisée et socialisante », *Métropolitiques [en ligne]*. URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-mobilite-des-adolescents-une.html>
- Devaux J., Oppenchaim N., Proulhac L., (2016), « L'évolution des pratiques de mobilité des adolescents depuis 20 ans en Île-de-France : quelle influence des variables sociales et territoriales sur les inégalités de genre ? », *Métropoles [en ligne]*, (à paraître).
- Devaux J., (2016), « L'adolescence à l'épreuve de la différenciation sociale. Une analyse de l'évolution des manières d'habiter de jeunes ruraux avec l'âge », *Sociologie*, n° 4 [en ligne]. URL : <https://sociologie.revues.org/2648>
- Galland O., (2011), *Sociologie de la jeunesse. 5^{ème} éd.*, Paris, Armand Colin « Sociologie ».
- Goffman E., (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. Les relations en public*, T.2., Paris, Les éditions de minuit.
- Goyon M., (2009), « Jeunesses périurbaines en Dombes : mobilité quotidienne, modèles parentaux et socialisation », communication au *colloque de l'Association de science régionale de langue française*, 7 juillet.
- Kaufmann V., Widmer E., (2005), « L'acquisition de la motilité au sein des familles », *Espaces et sociétés*, n° 120-121, pp. 199-217.
- Lapeyronnie D., (2008), *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va ».
- Lepoutre D., (2001), *Cœur de banlieue : codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.
- Lieber M., (2008), *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Oppenchaim N., (2016), *Adolescents de cité. L'épreuve de la mobilité*, Tours, PUF.

- Pasquier D., (2005), *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, « Mutations ».
- Raibaud Y., (2014), « Une ville faite pour les garçons », *Journal du CNRS [en ligne]*. URL : <https://lejournal.cnrs.fr/billets/une-ville-faite-pour-les-garcons>
- Retière J.N., (2003), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n°63, pp. 121-143.
- Rivière J., Ripoll F., (2007), « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Annales de la recherche urbaine*, n° 102.
- Rivière C., (2012), « Les enfants révélateurs de nos rapports aux espaces publics », *Métropolitiques [en ligne]*. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-enfants-revelateurs-de-nos.html>
- Schwartz O., (1998), *La notion de « classes populaires »*, Thèse d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Versailles/Saint Quentin en Yvelines.
- Siblot Y., Cartier M., Coutant I., Masclet O., Renahy N., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, coll. « U Sociologie ».
- Tissot S., (2015), « Classe, genre et espace. Genèse de la bourgeoisie anglaise », *Métropolitiques [en ligne]*. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Classe-genre-et-espace-Genese-de.html>
- Vulbeau A. (2014), *L'âge sécuritaire. Que faire des jeunes inéducables ?*, Paris, L'Harmattan « terrains sensibles ».
- Wacquant L., (2011), « Désolation urbaine et dénigrement symbolique dans l'hyperghetto », *Nouvelle revue de psychosociologie*, n° 12, pp. 13-25.
- Zaffran J., (2010), *Le temps de l'adolescence. Entre contrainte et liberté*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.